

Questions orales

L'ÉNERGIE

LE PRIX DE L'ESSENCE DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Aujourd'hui l'essence peut se vendre jusqu'à 75c. le litre dans les provinces atlantiques. Monsieur le Président, c'est plus que la valeur du dollar canadien, mais contrairement à la valeur du dollar canadien les prix de l'essence augmentent.

Est-ce que la ministre se rend compte à quel point cela saigne le travailleur qui met de l'essence dans sa camionnette, ou le pêcheur qui met de l'essence dans son moteur hors-bord? Est-ce qu'elle va intervenir immédiatement pour casser cette hausse, afin que les travailleurs des provinces atlantiques puissent gagner correctement leur vie?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit à la Chambre en réponse à des questions du même genre la semaine dernière, les Canadiens achètent plus que de l'essence lorsqu'ils font le plein à la station-service. Ils paient des services sociaux, par exemple les pensions de la vieillesse . . .

Des voix: Oh, oh!

Mlle Carney: . . . et l'enseignement post-secondaire. Ils paient tout l'éventail des prestations sociales dont les Canadiens ont dit qu'ils voulaient couvrir les frais.

Mme Copps: Ils versent des profits aux multinationales du pétrole.

M. Rompkey: Monsieur le Président, autant les prix sont élevés, autant cette réponse est sans valeur.

ON DEMANDE À LA MINISTRE D'AGIR

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, je tiens à dire à la ministre qu'un bûcheron du centre de Terre-Neuve qui achète de l'essence pour sa tronçonneuse la paie 55c. le litre.

M. le Président: A l'ordre! Une question supplémentaire seulement, s'il vous plaît.

M. Rompkey: A ce prix-là, ce ne sont pas les arbres qu'on abat mais les bûcherons.

Est-ce que la ministre va fixer un juste prix pour l'essence? Comme les autres politiques du gouvernement, celle-là saigne l'économie de la région atlantique.

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député aurait dû garder ses belles envolées pour le temps où son parti était au pouvoir. Son parti a fait grimper le prix de l'essence de 80 p. 100 avec le PEN.

Des voix: Oh, oh!

PETRO-CANADA

ON DEMANDE QUE LA SOCIÉTÉ CONTINUE D'APPARTENIR AU SECTEUR PUBLIC

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. La semaine dernière, nous avons exhorté la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à ordonner à Petro-Canada de se conformer à son mandat en maintenant les prix à un niveau acceptable. Elle a refusé. Nous avons compris pourquoi hier soir, à l'émission télévisée *Sunday Report*, lorsque la ministre a annoncé qu'elle comptait donner suite à son projet de privatisation de Petro-Canada.

En août dernier, le premier ministre a déclaré que le parti conservateur avait pour politique de conserver Petro-Canada. Toute privatisation de cette société d'État aura pour effet de réduire à néant son mandat public, puisque réaliser des bénéfices maxima deviendra son principal objectif, comme Shell ou Imperial Oil. Par conséquent, le premier ministre peut-il promettre à la Chambre que Petro-Canada continuera à appartenir entièrement au secteur public?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président, nous ne ferons pas cette promesse si mon collègue me demande de dire que Petro-Canada appartiendra à tout jamais en totalité à l'État. Il est possible que, dans l'intérêt national, nous remettions une partie des actions en circulation à l'intention des Canadiens ordinaires. C'est possible dans l'intérêt national et, dans ce cas, nous procéderons de cette façon. Cependant, il ne fait aucun doute que notre parti soutient le principe d'une société nationale de l'énergie, à condition qu'elle agisse dans l'intérêt de tous les Canadiens.

M. Broadbent: Monsieur le Président, les Canadiens ordinaires possèdent à l'heure actuelle la totalité de Petro-Canada. Il est inutile d'y changer quoi que ce soit.

● (1430)

LA POSITION DE LA MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que Petro-Canada ne peut pas remplir un vaste mandat national d'une part tout en faisant des bénéfices maxima d'autre part—ce que reconnaît le président de Petro-Canada dans son dernier rapport annuel—va-t-elle admettre qu'elle a refusé d'ordonner à Petro-Canada de baisser les prix, la semaine dernière, parce qu'elle veut lui permettre de réaliser des bénéfices maxima en vue de l'engraisser avant de la vendre au secteur privé? L'admettra-t-elle?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur le Président.